

# Un centre d'espoir au Liban

Autor(en): **C.B.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **La Croix-Rouge suisse**

Band (Jahr): **89 (1980)**

Heft 5

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-683626>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



*Le centre de Beit Chebab, à 40 km au nord-ouest de Beyrouth.*

Photo Vreni Christen

# Un centre d'espoir au Liban

En coopération avec l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, la Croix-Rouge suisse soutient au Liban deux centres de réadaptation pour blessés de guerre: Beit Chebab à 40 km au nord-ouest de Beyrouth et Abou Samra, près de Tripoli. Au travail depuis 1977, l'équipe suisse composée au départ de deux orthopédistes, deux physiothérapeutes et d'un ergothérapeute va bientôt cesser son activité à Beit Chebab et laisser la place, en août 1980, aux apprentis formés entre-temps et qui vont poursuivre la tâche entreprise. Celle-ci consiste, d'une part à fabriquer des prothèses et à aider les invalides à se réintégrer dans la société, d'autre part à former pour l'avenir de nouveaux apprentis. En avril dernier, deux apprentis formés à Beit Chebab comme techniciens orthopédistes, ainsi qu'un ergothérapeute, sont venus en Suisse passer leurs examens et, tout fraîchement diplômés, ont bien voulu s'entretenir avec nous des problèmes qui vont maintenant se poser



*L'un des apprentis orthopédistes au travail.*

pour eux dans un Liban toujours déchiré par les luttes rivales.

Nos trois interlocuteurs sont d'accord pour estimer que le principal problème qui va se poser au Centre est celui du financement. Si la Suisse, par l'intermédiaire des œuvres d'entraide, est prête à apporter son soutien financier jusqu'au milieu de cette année, le centre devra bientôt trouver seul les moyens de subsister. On s'efforce dès maintenant, parallèlement à la recherche de fonds privés, d'obtenir une subvention du Ministère libanais de la santé. Mais dans la situation où se trouve actuellement le Liban, rien n'est simple. Une reconnaissance officielle du centre semble cependant être, de l'avis de beaucoup, le premier pas vers un autofinancement, bien que certains membres du comité de fondation de Beit Chebab ne veuillent pas entendre parler d'une intervention de l'Etat. Jusqu'à présent, et cela grâce à la personnalité dynamique du gérant de l'atelier orthopédique, des fonds

ont toujours pu être trouvés, mais l'avenir reste incertain.

Le centre est très bien équipé et sert de modèle à tous les autres ateliers orthopédiques du pays. Le matériel de base, en provenance de Hollande, a été complété au fur et à mesure des besoins par du matériel suisse. Les trois apprentis que nous avons en face de nous semblent très motivés par le travail qu'ils accomplissent et cela est nécessaire, car avec le diplôme suisse qu'ils ont maintenant en main, bien d'autres possibilités plus lucratives leur seront offertes tant en Europe qu'au Moyen-Orient. Ils ont actuellement un engagement de quatre ans et abordent le travail de pionnier qui les attend avec confiance et courage.

Pour l'un d'entre eux, qui s'est spécialisé en ergothérapie fonctionnelle, il s'agit en effet d'ouvrir une brèche dans le pays puisque l'ergothérapie n'existe pas encore, n'est pas reconnue officiellement, pas même par les médecins qui ne savent pas toujours en quoi cela consiste. Ses objectifs seront donc d'abord de faire reconnaître sa profession par le Ministère de la santé et du travail puis de former d'autres ergothérapeutes choisis parmi des physiothérapeutes qui ont déjà la base technique permettant d'aborder plus facilement leur nouvelle profession. L'ergothérapie est encore dans bien des pays une spécialité en train de naître. Au Liban, tout reste à faire et l'on peut imaginer que dans un pays chaotique qui connaît la déroute dans tous les domaines, le travail à réaliser est titanesque.

Il est également difficile pour les orthopédistes de remettre des gens sur pied sans savoir s'ils pourront s'intégrer dans la société. Le problème humain se double en effet d'un problème social. Que doit-on faire après d'invalides qui sont réadaptés physiquement mais ne peuvent retrouver leur place dans la société? Le chômage sévit au Liban et il est pratiquement impossible pour eux de trouver du travail. De plus, ils ne bénéficient d'aucune assurance chômage ou invalidité. La plupart de temps, ils continueront donc à rester à la charge de leur famille.

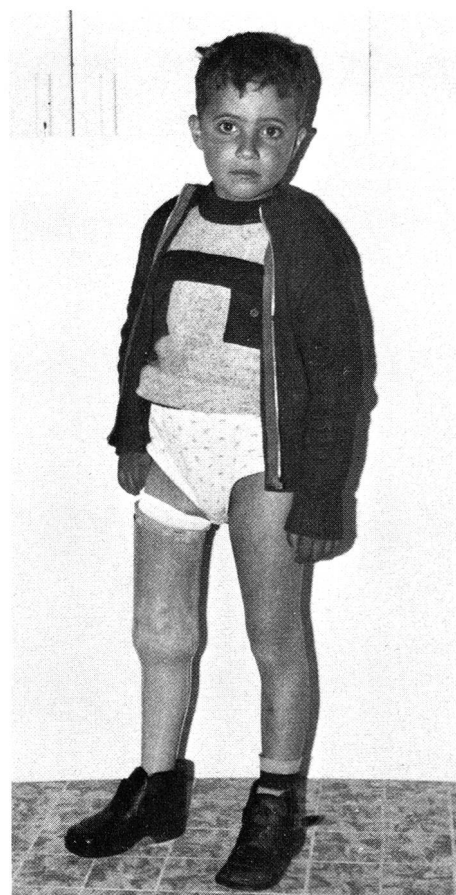
N'est-ce donc pas un travail de Sisyphe, toujours à refaire, sans que l'on voie une issue à la situation? Nos trois

Libanais vivent dans l'espoir que les choses finiront par s'arranger et que les conflits cesseront un jour. Les deux centres de Beit Chebab et de Tripoli sont bien connus dans tout le Liban et il n'est pas pensable de faire marche arrière. Les invalides savent maintenant que l'on peut s'occuper d'eux et ils ne supporteront plus d'être laissés pour compte ou maltraités. Il faut même compter sur un mouvement d'opinion, une prise de conscience qui peut les amener à protester auprès du gouvernement, des hôpitaux, des médecins pour réclamer le droit d'exister «à part entière». «Avec ces deux centres un petit feu a été allumé, il faut attendre l'incendie!», remarque l'un des Libanais. Les invalides vont-ils indifféremment à Beit Chebab ou à Tripoli? Non, bien que les deux centres soient également gratuits. Une frontière de fait sépare les deux régions. La coupure ne se fait pas sur le plan religieux bien que la religion joue un rôle certain ou entre gauche et droite, progressistes et conservateurs comme on l'imagine en Europe. Ces tendances se retrouvent dans les deux camps. Beit Chebab s'occupe plutôt de la région chrétienne. Tripoli serait plutôt arabe.

Le centre de Beit Chebab compte 380 amputés qui reviennent régulièrement, car une prothèse ne dure que deux ou trois ans. Les amputés sont jeunes (entre 20 et 30 ans) et doivent être assumés à vie. Le centre reçoit par mois 4 à 8 nouveaux patients, 60 à 70 par année. 40 % de tous les amputés libanais viennent au Centre de Beit Chebab. Les autres 60 % vont soit à Tripoli, soit dans des centres privés ou commerciaux où les prothèses se font chèrement payer (entre 2500 et 3000 livres). Si l'on pense que le salaire minimum est de 700 livres, on voit qu'une prothèse n'est pas à la portée de tous.

Il ne reste plus qu'à espérer que le calme revenant et le nombre des amputés diminuant, les problèmes deviendront moins aigus.

Il n'en reste pas moins que pour continuer à exister et à se développer, le Centre doit recevoir en même temps que des subventions une reconnaissance juridique et des bases solides afin de pouvoir s'implanter plus profondément dans le pays. C. B.



*Le problème de réinsertion des invalides dans la société se pose au Liban de façon plus aiguë qu'ailleurs.*

Photos Louis Steiner